

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Clara GIMENEZ, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN

**Zone d'Aménagement concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Cité de
l'alimentation - Acquisition de la parcelle cadastrée OL n°34 - 53 avenue du
Marché gare - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, par une délibération en date du 26 juillet 2021, a approuvé la création d'une Cité de l'alimentation, inscrite dans le vaste projet de rénovation de la restauration scolaire de la Ville visant à une politique alimentaire durable, respectueuse de l'environnement et de la santé des enfants, répondant à des objectifs forts liés tant à l'approvisionnement en circuits courts qu'à la réduction du gaspillage alimentaire, à la réduction des déchets, à la lutte contre la précarité alimentaire et à l'éducation des jeunes générations.

Il a été décidé d'implanter cette Cité de l'alimentation sur un terrain jouxtant le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole, qui conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire. Depuis octobre 2017, elle bénéficie de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Cette politique agro-écologique et alimentaire engage pleinement le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole comme un outil stratégique et opérationnel de sa mise en œuvre. Le MIN est un lieu clé de massification et de transformation des produits alimentaires et joue un rôle structurant

pour le territoire, et plus largement à l'échelle du pôle métropolitain.

Outre son ancrage dans la politique agro-écologique et alimentaire, le MIN se situe à la convergence de plusieurs autres politiques publiques clés : politiques de développement économique, d'aménagement et de développement durables du territoire, des mobilités, en particulier de logistique urbaine à ce titre, ou de dynamisation commerciale. Il constitue ainsi un levier important pour la mise en œuvre d'une action publique volontariste de développement durable de la Métropole, sur les plans économiques, environnementaux, sanitaires, sociaux et sociétaux.

Afin de renforcer le MIN et engager son évolution vers la création d'un « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* », l'élaboration d'un schéma directeur du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole a été initiée.

Cependant, la question foncière est majeure. Le MIN est situé dans un quartier en plein renouvellement urbain, inscrit dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) *La Restanque* de compétence communale. Cette opération engage les évolutions du secteur vers une mixité plus forte entre l'économie et l'habitat, d'autant plus nécessaire aux abords immédiats du cœur de ville. La modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a fait évoluer le secteur du MIN pour le conforter dans sa vocation au titre du développement de l'activité économique et notamment permettre la création de la Cité de l'alimentation à proximité.

Afin de saisir les opportunités foncières, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention pré-opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) le 30 décembre 2019 portant sur le Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable. Dans le cadre de cette convention, l'EPF Occitanie a acquis les parcelles cadastrées OL32-34-73. La convention prévoit un rachat des fonciers acquis par la Métropole ou tout opérateur qu'elle aura désigné.

Dans le cadre de la construction de la Cité de l'alimentation, la Ville de Montpellier a sollicité l'EPF Occitanie afin de se porter acquéreur de la parcelle cadastrée OL34, située 53 avenue du Marché Gare, d'une superficie de 9 663 m², sur laquelle se situent un entrepôt et des bureaux destinés à la démolition.

Il est proposé d'acquérir ce bien au prix de revient transmis par l'EPF Occitanie, soit 3 466 877,20 € TTC (trois millions quatre-cent soixante-six mille huit cent soixante-dix-sept euros et vingt centimes toutes taxes comprises), conformément à l'avis des Domaines.

Le prix de l'acquisition sera versé en trois paiements : une première échéance de 500 000 € (cinq cent mille euros) à la signature de l'acte authentique en 2022, une deuxième échéance de 1 500 000 € (un million cinq cent mille euros) en 2023 à la date anniversaire de l'acte au plus tard, puis le solde en 2024 au plus tard douze mois après la deuxième échéance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée OL34 située 53 avenue du Marché Gare, dans la ZAC de la Restanque à Montpellier, propriété de l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie, au prix de 3 466 877,20 € TTC (trois millions quatre-cent soixante-six mille huit cent soixante-dix-sept euros et vingt centimes toutes taxes comprises), frais de notaire en sus ;
- D'approuver l'échéancier de versement en trois fois du prix de vente en 2022, 2023 et 2024 ;
- De missionner un office notarial pour rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Christian ASSAF, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis domaines OL 34

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193138-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.